

Déclaration liminaire CFDT CTPC du 19 mai 2009

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Le 2^{ème} rapport d'étape de la RGPP vient de paraître à grand renfort de communication, de communiqués de presse et d'interviews de nos deux ministres qui font dans l'auto satisfaction et surtout tentent de rassurer nos concitoyens.

Une phrase a plus particulièrement attiré notre attention : « ...**l'Etat se réforme grâce à la mobilisation de l'encadrement et des agents à tous les niveaux de l'Etat...** »

Nous n'allons pas ici rappeler nos précédentes déclarations liminaires toujours d'actualité, mais seulement relever la « positive attitude » de nos ministres qui sont autorisés enfin à reconnaître que la France est entrée en récession depuis le 3^{ème} trimestre 2008 :

- ✚ la prévision 2009 de « contraction du PIB » se situerait à moins 3 % ;
- ✚ le déficit public devrait en définitive s'alourdir au moins à plus de 6 % du PIB en 2009 !

Parallèlement, la dégradation de l'emploi est nette avec 138.100 suppressions au 1^{er} trimestre 2009.

Et avec le bouclier fiscal, la TVA à taux réduit pour la restauration ou la réforme de la taxe professionnelle, se sont quelques milliards d'euros de rentrées fiscales qui manqueront en 2009, creusant un peu plus le déficit de la France. Mais le gouvernement exclut d'augmenter les impôts ou les cotisations sociales, et encore moins de suspendre le bouclier fiscal !

Et nos ministres de confirmer la suppression de 34.000 postes dans la Fonction publique d'Etat en 2010, Eric Woerth ayant même précisé que dans nos ministères financiers, ce seront 58 % des départs en retraite qui ne seront pas remplacés !

Le gouvernement s'obstine dans sa politique à l'encontre de la Fonction publique et de ses personnels, dans un contexte de crise qui exige plus et mieux de services publics dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins de nos concitoyens.

Nos ministres n'en ont cure et dans les services, au travers des fusions et réorganisations incessantes des directions, nos collègues sont de plus en plus mis sous pression par l'aggravation notoire de leurs conditions de travail (objectifs quantitatifs exponentiels au détriment d'un travail de qualité, réduction drastique des m² de bureaux, annonces de délocalisations, etc...).

Jusqu'à quel point les agents supporteront-ils ces maltraitances ? **Est-ce une manière de récompenser les efforts et d'encourager la « mobilisation des agents à tous les niveaux de l'Etat ? »**

Dans ce contexte totalement déprimé, la CFDT participera activement aux mobilisations à venir.